

L'accord UE-Mercosur « ne peut pas être ratifié tel quel », selon le Parlement européen

Les eurodéputés ont adopté un amendement mercredi spécifiant que l'accord commercial ne pouvait pas être « ratifié en tant que tel ». Dans le viseur des élus européens, la politique du président brésilien Jair Bolsonaro favorable à la déforestation en Amazonie.

Les eurodéputés ont mis un nouveau coup mercredi 7 octobre 2020 à l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur (organisation regroupant la plupart des pays d'Amérique du Sud). Ils ont adopté un amendement dans le rapport sur le commerce présenté lors de la session plénière cette semaine affirmant « que l'accord UE-Mercosur ne peut pas être ratifié tel quel ».

Cet amendement était porté notamment par l'eurodéputée française Marie-Pierre Védrenne (Modem – Renew Europe) qui a dû batailler contre une partie de son groupe centriste et libéral. Beaucoup de ses collègues dans le groupe font ainsi partie des 124 abstentions lors du vote.

La question environnementale au cœur des débats

L'amendement a cependant été adopté largement avec 421 voix pour (sur 705). En cause notamment, les dégâts que pourrait entraîner le traité sur l'environnement et notamment la forêt amazonienne. « On a un président brésilien, Jair Bolsonaro, qui ne respectera pas les accords de Paris », pointe la députée européenne.

Le nouveau commissaire au Commerce, Valdis Dombrovskis, a dit lors de son audition devant les eurodéputés « qu'il y avait des problèmes et qu'il fallait des engagements supplémentaires ».

La question environnementale, avec notamment la déforestation en Amazonie, est au cœur de cette session plénière du Parlement européen cette semaine. La loi climat doit être votée ce mercredi. « Il faut une cohérence entre le pacte vert et notre politique commerciale et on ne peut pas ratifier un accord avec un partenaire qui refuse de respecter ses engagements sur le climat », explique Marie-Pierre Védrenne.

Le long chemin de croix de l'accord avec le Mercosur

Avec ce nouvel écueil au Parlement européen, les perspectives liées à l'accord se sont à nouveau assombries. Des eurodéputés demandent des engagements supplémentaires à leurs partenaires sud-américains, tandis que d'autres souhaiteraient carrément rouvrir les négociations.

Plusieurs gouvernements dans l'Union européenne ont déjà dit leur rejet en raison des conséquences prévues sur l'environnement. En France, le Premier ministre Jean Castex a reçu un rapport pointant les risques environnementaux.

Enfin, le contexte général n'est plus à l'ouverture à tout va de l'économie mondiale. Entre la crise sanitaire liée au coronavirus et un rejet grandissant des accords commerciaux ouvrant les frontières pour le transport des marchandises, le climat politique n'est pas très favorable. « On peut dire que l'avenir de ce traité commercial est très incertain aujourd'hui », conclut l'eurodéputée bretonne Marie-Pierre Védrenne.

Lien article :

<https://www.ouest-france.fr/economie/commerce/l-accord-ue-mercotur-ne-peut-pas-etre-ratifie-tel-quel-selon-le-parlement-europeen-7004763>